

pas, par son exagération, les sentiments sacrés de la famille?

Le travail est la loi des sociétés modernes, et la fortune en est la récompense; c'est, pour les hommes d'un caractère élevé et indépendant, le moyen le plus honorable, le plus satisfaisant d'y arriver; mais lorsque cette fortune vient par la naissance ou par des rapports de consanguinité plus ou moins éloignés, les bénéficiaires ne doivent-ils pas, à bon droit, une certaine part des biens dont ils deviennent ainsi possesseurs à la société, au gouvernement dont la protection leur a permis d'en profiter, et qui leur en assure la libre jouissance?

Les héritiers en ligne directe ne paient aujourd'hui que 1.150/0, décimes compris, du montant de la succession, c'est-à-dire, au denier 20, le cinquième environ de leur revenu d'une année.

Verrait-on une grande injustice à doubler cet impôt, avec cette circonstance atténuante d'un paiement réparti sur une période de quatre années?

Les successions entre collatéraux, au-delà du 4^e degré et jusqu'au 12^e, ne sont grevées que d'un droit de 80/0, non compris le décime; ce n'est guère plus que le droit de mutation à titre onéreux. Quel mal y aurait-il à augmenter ce droit, à le doubler même, toujours en échelonnant la perception sur une période de quatre années?

Assurément, de pareilles augmentations n'auraient rien d'excessif, et cependant elles suffiraient à produire plus de 116 millions; ce qui permettrait d'éviter la plupart des impôts dont nous sommes menacés.

Que le gouvernement et la commission y réfléchissent sérieusement.

L'impôt des successions, ne s'appliquant qu'à ceux qui possèdent, est le véritable impôt des riches, et dans les conditions dans lesquelles nous proposons de l'établir, on voit qu'il ne prend qu'une faible part de leur avoir.

Il n'y a donc aucun motif d'hésitation sur l'utilité de recourir à ce moyen, dont la popularité serait d'autant plus grande, qu'il contrebalancerait l'effet fâcheux des impôts de consommation, dont on a véritablement abusé dans ces derniers temps.

Dans un prochain article, nous indiquerons les ressources et les avantages que peuvent présenter les emprunts, à la condition de les préparer de loin et de prendre les mesures nécessaires pour consolider, pour constituer définitivement le crédit public.

L. DU BOURGNEUF.

On télégraphie de Paris au Times :

Le gouvernement allemand n'a fait aucune représentation au sujet du budget militaire de France. Aucune négociation non plus n'est entamée entre les deux gouvernements, afin de diminuer le nombre des troupes d'occupation ou retarder les échéances convenues relativement au paiement des trois milliards restant de l'indemnité de guerre.

On lit dans le Times arrivé ce matin, ce fait :

Le gouvernement italien est très activement occupé à opérer des changements dans l'intérieur du palais du Quirinal; mais il est affirmé qu'à l'avenir aucun conclave, et dans aucune circonstance que ce puisse être, ne siégera dans ce palais, ni même à Rome!

Est-il besoin de faire ressortir que cette nouvelle est inexacte et même ridicule. Le Quirinal où se réunissent jadis le conclave est aujourd'hui la résidence particulière du roi Victor-Emmanuel; les changements dont parle le correspondant du Times sont opérés depuis plusieurs mois déjà. D'autre part, que deviendrait la loi des garanties, l'indépendance spirituelle du saint-siège, si le gouvernement italien se croyait en droit d'assigner un lieu de réunion au conclave? On peut s'étonner, à bon droit, que le Times accepte des informations qui ne sont ni vraies ni même vraisemblables.

LETTRES DE VERSAILLES

On s'entretient beaucoup ici de la réunion extra-parlementaire dans laquelle M. de Falloux avait exposé, devant 80 membres de l'extrême droite, un plan de conciliation entre les deux branches de la maison de Bourbon. S'il faut en croire les bruits qui ont transpiré, l'ex-organisateur du comité de la rue de Poitiers, insistant, avec sa dextérité ordinaire, sur la nécessité et l'opportunité d'une action prompte et décisive, aurait clairement indiqué que le duc d'Aumale lui paraissait le personnage le mieux en situation pour incarner favorablement les droits de la légitimité.

Ai-je besoin de vous dire que la plus grande émotion règne au camp des légitimistes, et que cette façon cavalière de trancher le plus gros problème de leur politique, d'escamoter le drapeau blanc à fleur de lys dans les plis du drapeau tricolore à coq gaulois, leur paraît d'un goût médiocre. Ils se contentent tout haut pour ne point mettre le public en tiers dans leurs secrets de famille, mais ils accusent tout bas M. de Falloux d'avoir fait acte d'usurpation nationale, d'entreprendre une politique d'aventure, et de traiter fort méprisamment, en véritable procureur aux gages de l'adversaire, et sans l'agrément du souverain, des privilèges les plus incommutables.

Quelle est la portée du fait en lui-même et de l'indignation qu'il provoque parmi les fidèles de Frohsdorf? Est-ce une indignation de pure forme ou un ressentiment intraitable, le symptôme d'une scission plus profonde? La science bien connue du négociateur, le seul de tous les hommes du parti catholique qui ait montré des qualités supérieures d'intrigue politique, ne permettent pas de supposer qu'il se soit avancé aussi imprudemment qu'on veut le dire. La situation nouvelle des princes d'Orléans, leur présence au cœur de la place, tandis que le principe du droit divin et la personne du comte de Chambord, un instant apparus comme une vision d'entre-tombe, rentrent dans l'oubli du silence et de l'éloignement, constituent entre les deux branches une inégalité de chances pour la restauration monarchique, dont l'évidence doit frapper les légitimistes eux-mêmes.

Si vous ajoutez que le temps s'écoule, que l'occasion donnée peut disparaître pour ne

plus revenir, que la fatigue d'une situation compliquée, étouffée, impuissante, semble faite pour exciter une impatience générale dans le pays, vous trouverez des raisons plus que suffisantes pour dégager la réalité des apparences et croire, malgré les démentis de l'Union, que nous ne sommes pas loin de la fusion et de ses conséquences, sorties de la force des choses.

Quelle que soit d'ailleurs la vérité, il ne faut pas méconnaître les graves symptômes que recèlent de pareilles tentatives. Le second acte de la comédie, qui a eu pour premier acte l'entrée des princes à la Chambre, semble se préparer. Et s'il faut porter un jugement sévère sur la ténacité de gens qui prétendent substituer leur recette politique et leur sagesse personnelle au provisoire péniblement acquis qui nous a fait vivre, on doit avouer que la restauration monarchique rencontrerait un milieu favorable à l'Assemblée, dans la dissension des partis, que des principes communs devraient resserrer, dans l'antagonisme de plus en plus personnel des partis extrêmes.

La séance d'hier, fort courte malgré un ordre du jour assez chargé, a été remplie par une discussion intéressante sur le projet présenté par M. Courbet-Poulard, tendant à modifier les art. 450 et 550 du code de commerce. Ces articles établissent au profit des propriétaires des privilèges parfois abusifs pour les baux d'immeubles affectés à l'industrie et au commerce. En effet, d'après la jurisprudence constamment suivie de la cour de cassation, la faillite du locataire entraîne l'extinction de tous les loyers à échoir, quelle que fût la durée du bail.

Une telle faculté aux mains du bailleur produisant des conséquences exorbitantes. L'honorable M. Louvet est venu citer à la tribune l'exemple d'une entreprise dite du Factage parisien, qui avait un bail de trente ans à 55,000 fr. par an; elle tombe en faillite au bout de deux ans, et le propriétaire, usant de son droit, réclame 1,500,000 fr. L'actif ne comportait pas; mais si les 1,500,000 fr. avaient existé, le propriétaire les aurait obtenus. En plaçant cette somme à 50/0, il se serait fait une rente de 750,000 fr., en même temps qu'il serait rentré intégralement dans la possession de son immeuble.

Quand de tels faits peuvent se produire, une loi est jugée. Aussi, malgré de vives réclamations de M. de Gavardie au nom de l'intérêt du propriétaire, le projet de la commission, fort bien présenté par l'honorable M. Delsol, a eu gain de cause.

Il donne aux syndics de la faillite la faculté de continuer la jouissance du bail, à la condition d'en remplir les obligations, ce qui est un grand progrès sur la législation antérieure où le bail était résilié de droit. Si cependant la résiliation est obtenue, le propriétaire conserve un privilège pour les deux dernières années de location échues avant le jugement déclaratif, pour l'année courante et pour tous les dommages et intérêts qui pourront lui être alloués par les tribunaux. Enfin, en cas de non-résiliation, le bailleur, une fois payé de tous les loyers échus, ne pourra exiger le paiement des loyers à échoir, si les garanties originaires du contrat sont maintenues ou si on lui en a donné de nouvelles et suffisantes.

Je vous donne les principes adoptés dans la rédaction des articles 450 et 550, en renvoyant le lecteur, pour les détails de la discussion, au compte rendu de la séance.

REVUE DES JOURNAUX

Dans un article aussi vigoureusement écrit que sagement pensé, le *Courrier de France* de ce matin démontre que l'abstention, quand elle n'est pas le refuge des partis qui se meuvent, est le moyen d'action des partis révolutionnaires.

Que représente donc aujourd'hui la majorité de l'Union parisienne qui, en juillet dernier, parvint à faire que le parti d'ordre, et qui maintenant cherche à éloigner les électeurs du scrutin, ou elle les pousse à négocier? Que représente-t-elle, si ce n'est une coalition monarchique, qui ne peut s'entendre pour préconiser une monarchie, et qui ne se met d'accord que pour combattre la République?

La réaction donne la main à la révolution. Elle favorise à Paris Victor Hugo en conseillant l'abstention. Les monarchistes se savent trop impuissants et trop divisés pour saisir le pouvoir; s'ils n'y sont aidés par quelque grande folie. Ils espèrent que si le poète de la Commune entrerait à l'Assemblée, l'Assemblée se déciderait enfin à rétablir le trône par crainte ou par humeur.

Que deviennent la société, la religion, la famille, la propriété, dont l'opinion monarchique a la prétention d'être l'unique rempart?

Le *Soir*, sous une autre forme, exprime la même pensée que le *Courrier de France*, à savoir que c'est l'esprit révolutionnaire, et non l'esprit conservateur, qui est le lien de ces coalitions bizarres à entre cléricaux obstinés, légitimistes enragés, bonapartistes entêtés, orléanistes convaincus, du genre de celle à laquelle nous assistons, et qui ne se forment que dans un but de destruction.

Ce n'est pas l'esprit conservateur qui se retire cette fois de la lutte électorale; c'est l'esprit monarchique, qui, par sentiment de son impuissance, renonce à la lutte, abdique et s'efface.

Un conservateur qui n'est ni un fanatique ni un sectaire, ne dédaigne pas de se servir des armes légales que les institutions de son pays lui mettent en main. Il ne renonce pas à exercer sa légitime influence sur les destinées de son pays, parce que le pays n'est pas soumis à telle ou telle forme de gouvernement. Il défend la cause de l'ordre, sous la monarchie comme sous la République. Il attend du temps et du suffrage du plus grand nombre le triomphe de ses idées; et, alors même qu'il doit y renoncer, il ne fait pas de l'abstention une sorte de barricade derrière laquelle il oppose la force d'inertie à tout ce qui peut être tenté de bon et d'utile.

Le *Temps* s'adresse aux ouvriers honnêtes et sincères, dont on surprend la bonne foi, dont on égare les votes en leur représentant M. Victor Hugo comme l'interprète le plus digne, le plus éloquent, comme l'interprète le plus digne de leurs aspirations, de leurs revendications.

Nous aurions compris la candidature de M. Martin Nadaud, et nous comprendrions, en général, celle de toute personne jugée capable de représenter à l'Assemblée les réclamations et les vœux des populations ouvrières. Les ouvriers ont le droit de confier leurs intérêts à ceux qu'ils croient dignes de ce mandat, et tout le monde a le devoir de leur faciliter cette voie parfaitement légitime pour exposer leurs demandes. Rien ne nous paraît plus légitime qu'un choix de ce genre, si l'on avait plusieurs députés à élire, et si la première chose à faire, à l'heure qu'il est, n'était pas de ramener la confiance dans le pays et le gouvernement dans la capitale.

Mais M. Victor Hugo est destiné à produire l'effet diamétralement contraire, et en même temps nous ne voyons pas quel résultat réel peut attendre de son élection les classes qu'on cherche à y intéresser. Il n'y a absolument rien de commun entre ces classes et lui. La protestation qu'il promet d'introduire au sein de la représentation nationale n'aura, on le sait d'avance, aucune

utilité pour les solutions cherchées et désirées. Encore moins est-il qualifié pour y parler au nom des intérêts permanents d'une population qu'il ne connaît qu'en poète.

En maintes occasions, pourtant, M. Victor Hugo a pris soin de désabuser le peuple, l'ouvrier, à l'endroit de la sympathie que le peuple, l'ouvrier, lui inspirent. M. Victor Hugo a battu monnaie avec le peuple, l'ouvrier, comme il a battu monnaie avec la monarchie légitime et l'Empire.

À défaut des mille causes extérieures qui ont fait de M. Victor Hugo l'homme le plus ignorant des véritables besoins des masses, son incroyable orgueil l'eût constamment tenu éloigné de cette étude.

Le peuple, l'ouvrier, se laisseront-ils une fois encore séduire par ces vaines promesses et ces hypocrites professions de foi dont ils se plaignent, à si juste titre, d'avoir été si souvent les dupes?

La *Presse* redit à tous les conservateurs, à tous les républicains modérés, une vérité qui devrait être banale, non pas tant pour avoir été mille fois formulée par nos plus grands publicistes, que pour avoir été cruellement expérimentée par notre pauvre pays.

Déjà l'opinion s'émeut et s'inquiète; déjà on sent vaguement s'agiter les éléments de désordre et d'anarchie révolutionnaire sous sa couverture. Or, si une nouvelle explosion vient effrayer la société, il n'est pas douteux qu'elle cherchera encore dans un pouvoir fort un secours contre ses ennemis, dit-elle une fois de plus sacrifier la liberté à la nécessité de l'ordre. Les regards se tournent déjà instinctivement vers l'horizon pour y chercher et y entrevoir le sauveur, encore inconnu capable de nous délivrer de l'anarchie et des anarchistes. Les excès des révolutions ont toujours été les complices des coups d'État. Que les républicains sincères y prennent garde; avant peu, si la situation actuelle persiste, les mêmes causes produiront les mêmes effets.

Et c'est bien la République que ce danger menace le plus directement. Car elle sert de drapeau à toutes les passions révolutionnaires; car elle est la tempête qui fait remonter à la surface le limon qui, par les temps calmes, reste dans les bas-fonds de la société.

Républicains sincères, conclut donc la *Presse*, les élections du 7 janvier sont parties, mais surtout à Paris, une occasion pour vous d'affirmer la modération de vos principes en protestant contre les monstrueuses doctrines du mandat impératif, qui est la négation de la liberté, et du radicalisme qui est le règne de la terreur. Si vous le faites, vous pouvez donner une force nouvelle à vos espérances républicaines; si vous ne le faites pas, rappelez-vous que c'est de vos propres mains que vous aurez préparé une restauration monarchique.

Un comité électoral du 10^e arrondissement, composé d'éléments républicains libéraux et conservateurs, a décidé, dans sa réunion du 5 janvier 1872, de recommander aux électeurs la candidature législative de M. Vautrin, président élu du conseil municipal de Paris et du conseil général de la Seine, comme garantissant mieux que toute autre, dans les circonstances actuelles, l'ordre, la liberté, la légalité, la dignité du suffrage, et, comme conséquence, l'affermissement de la République.

Agallier, président, conseiller municipal; Degouvres-Dennecques; Dubois, négociant, rue Martiel; Marie, négociant, rue de Paradis; Thiroux, avocat, rue d'Hauteville; Combet, négociant, rue d'Hauteville; Ernest Brélay, rue d'Hauteville; Boquet, négociant, ancien adjoint au maire.

CONSEIL MUNICIPAL DE PARIS

Séance du 5 janvier 1872.

Une remise partielle de son loyer pour l'entrepreneur du petit château, à Bercy, est accordée à M. Bonvallet, en raison des travaux de la ville qui l'ont empêché de jouir de sa location.

M. Chevalier présente un rapport sur l'achèvement des abattoirs de la Villette.

Il demande que le reste de l'entreprise, représentant une dépense de près de 38,000 fr., soit confié aux constructeurs qui s'étaient rendus adjudicataires de la première partie des travaux.

M. Dupuy demande si l'un de ces entrepreneurs n'a pas refusé de faire les travaux.

M. Alphand répond qu'il n'en sait rien et promet, au surplus, de s'informer de l'exactitude de ce fait.

M. Lavocat demande que, conformément aux principes proclamés par le conseil, les travaux soient soumis à une nouvelle enchère.

Après quelques paroles de M. Alphand, qui conclut à une nouvelle adjudication, et qui assure, sous réserve des renseignements pris, qu'aucun sous-adjudicataire n'a résilié son bail, la proposition de la commission est adoptée.

Le conseil vote également le crédit de 384,000 francs nécessaires pour l'achèvement des travaux.

M. Rigault prie l'administration de veiller à la solidité des bords de clôture du chemin du fer de ceinture dans le quartier des Ternes. M. Alphand répond que ce n'est pas à la ville d'avertir la compagnie, mais au ministère des travaux publics. L'administration a fait auprès de cette autorité les démarches nécessaires.

Le conseil se retire dans ses bureaux afin de nommer la commission chargée de vérifier les comptes de l'ancienne administration.

Voici les noms des élus : MM. Hérisson, Vauthier, Léveillé, Tranchant, Rigault, Clémenceau, Cantagrel, Mallet, Riant et Nadaud.

M. Vauthier dépose, au nom de la 1^{re} commission, un rapport sur la soumission de M. Agallier pour la fourniture et la pose des machines élévatoires des eaux de la Vierge. La dépense s'élève à 300,000 francs.

Le rapport signale l'insuffisance des appareils employés aujourd'hui et qui ne peuvent garantir l'alimentation normale de l'aqueduc. Pour assurer un rapport sur la soumission de M. Agallier, il faut employer à la fois et l'appareil hydraulique et les pompes à vapeur; seulement, pour que les machines à construire remplissent le but, il importe que le choix soit mis au concours.

Le conseil décide d'ouvrir un concours.

M. Binder lit son rapport sur la reconstruction de l'hôtel de ville. La commission (chap. 5) n'a pas hésité un instant à reconnaître l'urgence d'une reconstruction immédiate de cet édifice. La commission des architectes du département de la Seine est d'avis qu'il faut rebâtir l'hôtel de ville tel qu'il existait, tout en élargissant un peu les pavillons et les corps de bâtiment sur le quai et sur la rue de Rivoli et agrandissant le tout nécessairement par les exigences du service. Les frais de la reconstruction s'élèveront à près de 15 millions.

Finalement le rapport demande que le plan définitif de la reconstruction soit mis au concours.

LE JOURNAL OFFICIEL

CONTRAT AVEC M. DALLOZ

La question de l'exploitation du *Journal officiel* qui a si vivement passionné le public en 1869, vient d'être remise sur le tapis, non par la force des choses, non par suite de l'expiration du contrat Wittersheim, mais par la volonté du gouvernement qui, tout en exposant le Trésor aux justes revendications, de ce dernier, a cru devoir traiter directement avec M. Dalloz dans des conditions que nous résumons plus bas, et qui méritent à la fois l'attention du public et de la commission chargée de l'examen du contrat intervenu entre le ministre de l'intérieur et M. Dalloz.

Sans entrer dès aujourd'hui dans l'examen détaillé de ce contrat, nous pensons que le gouvernement de la République, traitant de gré à gré et à des conditions aussi onéreuses de la publication du *Journal officiel*, ne fait qu'imiter et même dépasser les errements de l'empire.

Aux termes des articles 1 et 2, le nouveau *Journal officiel* de la République française publié par M. Dalloz serait composé de huit pages de l'insertion formant du *Moniteur* avant 1872; l'insertion des actes officiels et autres documents administratifs seraient faits gratuitement.

Divisé en deux parties, le gouvernement n'accepterait la responsabilité que de la première, qui serait de même subdivisée et contiendrait, sous la rubrique de *Notes communiquées*, les autres avis dont l'Etat revendiquerait également la responsabilité; la seconde partie serait déchargée par une mention spéciale de toute attache et les articles publiés sous la responsabilité de l'éditeur; néanmoins, ces articles seraient soumis à l'approbation (sujets non astreints).

De ce journal personne ne sera le directeur ou tout au moins n'en aura le titre, c'est expressément dit.

Selon l'article 3, l'éditeur doit donner dans la seconde partie tout l'attache qui comporte ce grave organe; les frais faits par l'administration dans l'intérêt du journal seront supportés, jusqu'à concurrence de 50,000 fr., par M. Dalloz; si cette somme n'est pas atteinte, le bénéfice de la différence; le ministre se réserve la faculté de demander 25,000 fr. sans justification, et pour rémunérer, est-il ajouté, le personnel du ministère!

Les articles 4, 5 et 6 ont pour objet : 1^o D'élever le prix des abonnements trimestriels de 2 fr., des abonnements semestriels de 4 fr.; les abonnements annuels restent fixés à 10 fr. 2^o D'exempter le *Journal officiel* de tout impôt sur le papier ou autres spéciaux, ainsi que des droits de poste et de timbre. 3^o De consacrer, sans limite de place, le principe des annonces qui ne seraient contraires ni à la morale ni à l'ordre public.

C'est ici qu'intervient la garantie des 6,000 abonnements d'office à 10 fr., payés trimestriellement à raison de 10 fr.

Par l'article 7, l'éditeur doit publier en suppléments les séances des assemblées et les annexes, et sans autre engagement de l'Etat, à l'exception de la plus de célérité possible. Une table de recherches complètera cette publication qui, pour chaque session, formera une collection complète.

Les suppléments seront payés mensuellement 10 francs le mille par quatre pages du format antérieur à 1862, et 22 francs par deux pages.

Si cet article 7, subordonné à l'assentiment de l'Assemblée était repoussé, M. Dalloz publierait dans le *Grand officiel* le compte rendu analytique ou en suppléments comme dans le *Petit* et au prix fixé ci-dessus pour chacune des éditions.

M. Chevalier présente un rapport sur l'achèvement des abattoirs de la Villette.

Il demande que le reste de l'entreprise, représentant une dépense de près de 38,000 fr., soit confié aux constructeurs qui s'étaient rendus adjudicataires de la première partie des travaux.

M. Dupuy demande si l'un de ces entrepreneurs n'a pas refusé de faire les travaux.

M. Alphand répond qu'il n'en sait rien et promet, au surplus, de s'informer de l'exactitude de ce fait.

M. Lavocat demande que, conformément aux principes proclamés par le conseil, les travaux soient soumis à une nouvelle enchère.

Après quelques paroles de M. Alphand, qui conclut à une nouvelle adjudication, et qui assure, sous réserve des renseignements pris, qu'aucun sous-adjudicataire n'a résilié son bail, la proposition de la commission est adoptée.

Le conseil vote également le crédit de 384,000 francs nécessaires pour l'achèvement des travaux.

M. Rigault prie l'administration de veiller à la solidité des bords de clôture du chemin du fer de ceinture dans le quartier des Ternes. M. Alphand répond que ce n'est pas à la ville d'avertir la compagnie, mais au ministère des travaux publics. L'administration a fait auprès de cette autorité les démarches nécessaires.

Le conseil se retire dans ses bureaux afin de nommer la commission chargée de vérifier les comptes de l'ancienne administration.

Voici les noms des élus : MM. Hérisson, Vauthier, Léveillé, Tranchant, Rigault, Clémenceau, Cantagrel, Mallet, Riant et Nadaud.

M. Vauthier dépose, au nom de la 1^{re} commission, un rapport sur la soumission de M. Agallier pour la fourniture et la pose des machines élévatoires des eaux de la Vierge. La dépense s'élève à 300,000 francs.

Le rapport signale l'insuffisance des appareils employés aujourd'hui et qui ne peuvent garantir l'alimentation normale de l'aqueduc. Pour assurer un rapport sur la soumission de M. Agallier, il faut employer à la fois et l'appareil hydraulique et les pompes à vapeur; seulement, pour que les machines à construire remplissent le but, il importe que le choix soit mis au concours.

Le conseil décide d'ouvrir un concours.

M. Binder lit son rapport sur la reconstruction de l'hôtel de ville. La commission (chap. 5) n'a pas hésité un instant à reconnaître l'urgence d'une reconstruction immédiate de cet édifice. La commission des architectes du département de la Seine est d'avis qu'il faut rebâtir l'hôtel de ville tel qu'il existait, tout en élargissant un peu les pavillons et les corps de bâtiment sur le quai et sur la rue de Rivoli et agrandissant le tout nécessairement par les exigences du service. Les frais de la reconstruction s'élèveront à près de 15 millions.

Finalement le rapport demande que le plan définitif de la reconstruction soit mis au concours.

Le conseil vote également le crédit de 384,000 francs nécessaires pour l'achèvement des travaux.

extenso et analytiques des Assemblées délibérantes; j'ai bien dit des Assemblées délibérantes.

Donc tout est prévu, mais pas indiqué. Nous complétons : c'est une contribution annuelle de l'Etat qui peut s'évaluer à environ 2 millions.

C'est un bénéfice annuel qui peut s'évaluer à 1,500,000 fr., contre l'éventualité d'un procès avec l'adjudicataire actuel, dont l'administration assume la responsabilité, et qui peut imposer au Trésor une charge de 3 millions et plus; car on prétend que M. Wittersheim a dépensé dans cette installation plus de 2 millions 1/2.

CHRONIQUE DÉPARTEMENTALE

LE SCRUTIN DU 7 JANVIER

Nous avons publié avant-hier la liste des candidats de toutes nuances aux élections départementales complémentaires du 7 janvier, candidats définitivement choisis et patronnés par les comités de chaque département.

Ce qui ressort tout d'abord de la composition de cette double liste, c'est la formation très nette de deux camps parfaitement distincts, malgré le singulier mélange qui se remarque de côté et d'autre. Si l'on devait s'en tenir pour déterminer le caractère des candidatures prises isolément à l'examen des antécédents politiques de chacun des champions, l'on y verrait qu'une sorte de médaille électorale, dans lequel il semble que toutes les nuances de l'opinion se soient entrecroisées sans ordre, et au hasard des influences de clocher. Mais les candidats ayant presque tous pris soin de préciser eux-mêmes, de spécialiser en quelque sorte la signification du scrutin qui va s'ouvrir, il en résulte que, malgré le mélange dont nous venons de parler, la lutte des deux camps se résume dans cette seule question : affirmation ou négation de la République.

Cet accord sur un même point capital explique très bien l'association, dans la liste des candidatures républicaines, de certains noms qu'en d'autres temps on eût été fort surpris de voir réunis sous le même drapeau. Aujourd'hui encore, bon nombre d'électeurs qui n'ont point l'excellente circulaire du candidat républicain des Basses-Pyrénées, s'étonnent sans doute que M. le marquis de Noailles coudoie M. Challemeil-Lacour, ancien préfet du Rhône sous l'administration de M. Gambetta, dans le groupe de ceux qui représentent, à divers degrés, l'affirmation de la République.

En ce qui touche la composition de la liste républicaine, il est également à remarquer que si des hommes d'opinion modérée, tels que M. de Noailles, MM. Léon Robert dans les Ardennes, Deregnaucourt et Soins dans le Nord, Brüller dans l'Aisne, Jules Barni dans la Somme, et Gaudy dans le Doubs, ont accepté, par esprit de discipline, certaines solidarités politiques qu'il leur faudra, en partie, repousser plus tard, les feuilles radicales ont, de leur côté, fait preuve d'un esprit de tolérance qui n'est guère dans leurs habitudes, en patronnant des candidatures comme celles que nous venons de désigner, et dont les titulaires — leurs alliés d'aujourd'hui — peuvent fort bien devenir leurs adversaires de demain, dans l'appréciation des grosses questions politiques et sociales à l'ordre du jour.

À la vérité, l'opinion radicale a peut-être montré encore plus d'habileté, disons même plus d'astuce que de véritable esprit de conciliation, en déclarant siennes des candidatures qui ne sont cependant à ses yeux — cela est de toute évidence — qu'un pis-aller; car, encore une fois, il est hors de doute que le contingent radical de la liste républicaine pour le scrutin du 7 janvier représente à peine un tiers de cette liste, plus de dix candidats sur dix-sept ayant, dans leurs circulaires, fait expressément ou implicitement, acte d'adhésion à la politique de M. Thiers.

Ajoutons que si l'intention des comités, des journaux et, finalement, des candidats républicains des départements, est compléte pour l'affirmation d'un grand principe, sans s'altérer plus tard sur des questions d'application, il n'en faut de beaucoup que les adversaires de l'idée républicaine aient fait preuve de mêmes dispositions conciliantes. Orléanistes, légitimistes et bonapartistes — autant qu'il en reste encore de ceux-ci, — n'ont pas cessé un instant de tirer chacun à soi.

À l'heure qu'il est — et nous sommes à la veille du scrutin — la liste monarchique qui s'est fort laborieusement établie marque toujours le même dévouement. M. Levert, ex-préfet de l'empire, y coudoie M. Paul Benoist d'Azy, que patronnent ardemment les feuilles légitimistes du Gard; M. Chesnelong, ex-député officiel et cléricale au Corps législatif, y figure à côté de M. Estignard, candidat monarchique de l'Union franc-comtoise, et M. Sénéca, également député officiel sous l'empire, y marche de pair avec les deux candidats orléanistes du département du Nord.

Ce n'est pas, à coup sûr, que les personnalités honorables fassent défaut à la liste dont nous parlons; mais il demeure évident que l'esprit de concession a complètement fait défaut, même entre eux, aux adversaires déclarés du régime actuel. En outre, dans trois départements, le manque d'entente des divers comités monarchiques est allé jusqu'à la déroute; aucun des candidats proposés n'ayant pu donner les gages réclamés de diverses parts, pas même s'engager publiquement à travailler au renversement de la République, les comités ont dû renoncer à la lutte. C'est ainsi qu'on a vu celui de Grenoble, à bout d'efforts, lancer le manifeste abstentionniste dont nous avons précédemment parlé.

Il est hors de doute que toutes ces vicissitudes électorales tourneront au profit des dix ou douze candidats modérés que l'on peut hardiment compter dans la liste républicaine. Pour cette raison, il est à croire que le scrutin de demain augmentera d'un nouveau groupe la gauche républicaine de l'Assemblée nationale.

LES ACTES OFFICIELS

Le conseil général de la Sarthe est convoqué le 21 courant, à l'effet de délibérer sur plusieurs affaires importantes, notamment sur le mode de réalisation d'emprunts destinés à la construction de chemins de fer locaux.

On lit dans le *Journal officiel* : M. Henri Bamberger, directeur de la Banque des Pays-Bas, vient d'envoyer à M. le préfet de la Seine une somme de 10,000 fr., en le priant de faire distribuer cette somme aux bureaux de bienfaisance des vingt arrondissements, à raison de 500 fr. par arrondissement.

LES TRANSPORTS PAR LA PETITE ET LA GRANDE VITESSE

Le ministre des travaux publics, Vu les cahiers des charges qui régissent les concessions de chemins de chemins de fer,

— Arrête, fit le gros monsieur, vous ne voulez décidément pas me rendre de monnaie?

— Non, répondit le burlesque.

LE BUREAU DES INDEMNITÉS

Nous avons visité hier le bureau provisoirement établi dans l'ancien palais du Sénat, pour recevoir les réclamations des gens lésés par la guerre ou la Commune. Impossible de se figurer pareille chose. C'est toute la superficie d'un va-et-vient de visiteurs, un concert de réclamations où dominent les notes aigres et discordantes. Un des employés nous a assuré que plus de trois cents personnes assaillent chaque jour au guichet, apportant des montagnes de pièces. Plusieurs ont l'idée de se munir de photographies de leurs immeubles détériorés.

LE BANQUET DES VOYAGEURS DE COMMERCE

Après-demain lundi, aura lieu au Palais-Royal, restaurant Doux, le banquet des voyageurs de commerce, présidé par M. Devincq, le célèbre fabricant de chocolat.

UN MARIAGE

Nous apprenons le mariage de M^{lle} Hainl, fille de l'excellent chef d'orchestre de l'Opéra, avec M. Bouteiller, un des principaux négociants de Rouen.

Le mariage sera célébré à Paris. Inutile de dire qu'il y aura messe en musique, avec orchestre et chanteurs *di primo cartello*.

LE SPORT

Ce soir, il y aura réunion dans les salons du *Betting* pour le règlement définitif et considérablement arriéré des paris de la saison d'automne; car, jusqu'ici, il s'est passé quelques difficultés de paiement, qu'on ne peut, malgré toute la bonne volonté du monde, mettre sur le compte de la crise mondiale.

Les amateurs commencent, du reste, à se préoccuper des prochaines courses; et, dans cette première soirée, paraîtront à la cote des champions du derby français. Déjà les indications d'écure indiquent *Revigny* comme le favori classé, et *Serkis* comme un outsider redoutable. *Serkis*, entre parenthèses, est le propre frère de la célèbre jument *Sornette*.

La première réunion hippique aura lieu, le 15 janvier courant, à Nice, et ouvrira la série des courses de l'année.

UN ARRÊTÉ DU MAIRE DE VERSAILLES

On vient de placer à Versailles un arrêté de M. le maire concernant les cafés, les estaminets et autres débits de boissons. Aux termes de l'arrêté en question, les établissements publics ne pourront désormais être ouverts avant cinq heures du matin qu'en vertu d'une autorisation spéciale. Ils devront être fermés à minuit; mais les chais devront cesser à dix heures, et le jeu de billard à onze heures.

COURRET

On a opéré Courbet. Il paraît que le malheureux déboulonné n'a cessé de jeter des cris horribles pendant que le scalpel faisait son office. L'opération, très douloureuse, a duré cinq minutes.

M. LALUYÉ

Un ami intime de M. Laluyé veut bien nous communiquer les détails suivants :

On sait que depuis quelques temps M. Laluyé souffrait d'une antrax qui avait nécessité son transport de Sainte-Pélagie dans une maison de santé. L'opération, que le malade ne s'était pas senti le courage d'endurer complètement dans sa cellule, a été recommencée l'autre jour avec plus de succès.

L'énorme dépôt que le malade avait accumulé à Paris sans trop de douleurs, et, grâce aux soins qui lui ont été prodigués sans cesse, M. Laluyé peut, à l'heure où nous écrivons ces lignes, se lever sans danger, parcourir la chambre, et même continuer, à de certains moments, les études qu'il avait entreprises au commencement de sa captivité. On compte sur une guérison complète avant la fin du mois; néanmoins, eu égard aux soins que nécessitera quelque temps le malade, et la crainte des rechutes trop fréquentes en pareil cas, tout porte à croire que M. Laluyé pourra terminer son temps de captivité à la maison de santé où, du reste, il subit depuis deux jours, le même régime que celui de Sainte-Pélagie, sauf en ce qui concerne la nourriture.

CÉRÉMONIE COMMÉMORATIVE

Le 19 janvier sera célébré à Saint-Quentin un service funèbre solennel en l'honneur des habitants de cette ville, morts pendant la guerre.

Toutes les autorités du département y assisteront et le général de Cissey s'y fera représenter.

LES PRISONS

Par ordre du ministre de la justice, la fabrication des classiques chaussons de lisière va être quasi-interrompue dans les maisons centrales. On va faire faire à une partie des détenus des travaux de comptabilité, et on emploiera tous ceux qui en jugera capables, à établir des comptes de l'Etat. Les autres seront occupés à des ouvrages de menuiserie et de serrurerie, et fabriqueront des meubles destinés aux administrations publiques. C'est là une idée des plus heureuses, dont nous félicitons M. Dufaure, et que nous nous étions étonnés de n'avoir vu venir à aucun de ses prédécesseurs.

LES CONDAMNÉS À MORT

Nous avons causé longuement, hier, à Versailles, avec un gendre des conseils de guerre, et il nous a donné de curieux renseignements sur les condamnés à mort qui attendent en ce moment que la commission des grâces ait statué sur leur pourvoi.

Tandis que Lisbonne est des plus calmes, Verdunergue affecte une assurance révolutionnaire; il change toute la journée des refrains ordinaires, et refuse absolument de recevoir les visites de M. l'aumônier Follet, qui, avec une inaltérable bienveillance, lui fait passer cependant toute espèce de « douceurs ». Simon Mayer est très abattu; il a considérablement maigri. Tous les jours, il reçoit les visites de sa femme et d'un de ses oncles; ces visites durent un quart d'heure environ.

Le jeune Arthur Chevalier, dont la cour de cassation a admis le pourvoi, a été extrait de la prison Saint-Pierre et conduit à celle des Chantiers.

ACCIDENTS CAUSÉS PAR LE VENT

Un accident des plus tristes a été causé hier soir par le vent dans la rue Chapital, à huit heures et demie du soir. Une chaudière, lancée sur le sol par l'ouragan, est tombée sur la dame Eugénie Marellais, qui rentrait chez elle, rue de Boulogne, 22, accompagnée de sa petite-fille. Toutes deux ont été très grièvement blessées. On les a relevées sans connaissance, et transportées chez un pharmacien du voisinage, qui, après leur avoir don-

né les premiers soins, les a fait conduire à leur domicile sur un brancard. Le docteur Suvard, qui les soigne, conçoit de sérieuses craintes pour leur vie.

Le sieur Mondrebot, ouvrier fumiste, traversait le pont Louis-Philippe, au plus fort d'une rafale, lorsque son chapeau fut brusquement enlevé; ayant voulu se pencher sur le parapet pour le rattraper, il donna prise au vent qui le fit pirouetter comme une plume et le lança dans la Seine. Les marins eurent toutes les peines du monde à le pêcher, et ce n'est qu'après de vigoureuses frictions qu'il put être rendu à la vie.

Il a été reconduit à son domicile, 21, rue de Chaville.

Nous apprenons la mort du comte de Larédan, qui a été tué hier, rue de Laval, au moment où il sortait de son appartement, situé place Trochet, où il habitait depuis plus de vingt années.

Le comte se rendait chez le professeur de musique de sa fille, quand un violent coup de vent vint détacher du toit du numéro 7 de la rue de Laval, un énorme tuile de cheminée qui vint tomber sur sa tête. La mort a été instantanée.

Le comte de Larédan était connu par plusieurs écrits qu'il avait publiés en 1842, et dans lesquels étaient spécialement traitées les questions politiques de l'époque, dans le seul but de contrecarrer les idées nouvelles émises par M. Thiers, dont il était un des plus ardents adversaires.

Un détail assez bizarre, c'est que son père, mort en 1850, a été victime du même accident en traversant la rue Saint-Martin.

Le comte sera enterré à Neuilly-le-Vieux, où il possédait une fort belle propriété, résidence hivernale avec celle du comte de Presle, que mitoyenne avec celle du comte de Presle.

UNE SINGULIÈRE RENCONTRE

M. Beaugrand, propriétaire à Villejuif, venu à Paris pour affaires, se trouvait hier dans l'après-midi sur le boulevard Pigalle, lorsqu'un individu en état d'ivresse passa près de lui. Il avait les vêtements en désordre, et sa montre, sortie de la poche du gilet, se balançait de droite et de gauche, comme le mouvement d'une pendule. M. Beaugrand s'approcha de cet individu pour lui faire remarquer combien était grand le désordre de sa toilette, mais quelle ne fut pas sa profonde stupefaction en reconnaissant que cette montre était sa montre à lui.

Quelques jours avant le blocus de Paris, un vol important avait été commis à Villejuif, dans la maison de M. Beaugrand. On avait enlevé 30,000 fr. en actions au porteur, 10,000 francs en or et une montre également en or. C'est cette montre que le monsieur venait de retrouver d'une manière si inattendue.

Le reste se devine. M. Beaugrand appela deux gardiens de la paix qui conduisirent l'ivrogne chez le commissaire de police, où il a fait les aveux les plus complets. C'est un nommé Louis B..., qui pendant le siège faisait partie du 8^e bataillon de la garde mobile. Etant campé à Villejuif avec sa compagnie, il s'était introduit la nuit dans la maison de M. Beaugrand et avait soustrait les valeurs dont nous venons de parler. Les actions au porteur ont été trouvées à son domicile, dans un matelas. Quant aux 16,000 fr. en or, il n'en restait que des coupures de 5 et 10 fr. Ajoutons, pour l'honneur du 8^e bataillon de la garde mobile, que Louis B... n'y avait été incorporé que par suite de circonstances tout à fait exceptionnelles.

SUICIDES

Hier soir, vers sept heures et demie, le sieur Félix Godion, ouvrier menuisier, entrant dans sa mansarde, sise au cinquième étage d'une maison de la rue de l'Alma, entendit des gémissements étouffés partir de la pièce voisine. Il enfonça précipitamment la porte d'un coup de pied, et aperçut le locataire de cette chambre, une vieille femme, qui se tordait dans d'épouvantables convulsions. Godion appela immédiatement au secours et on courut chercher le docteur Desault, demeurant 13, rue du Cardinal-Lemoine. Celui-ci, à force de soins, parvint à rappeler la mourante à la vie. Interrogée sur les causes de son suicide, elle répondit qu'elle ne pouvait s'habituer à son changement de position.

Quelle position occupiez-vous donc ? interrogea le docteur.

Je suis la marquise de R... N..., répondit-elle.

On voit d'ici l'étonnement général, car c'est sous le nom de Juliette Caim que la malheureuse s'était fait inscrire dans la maison. Elle semblait dans une atroce misère. Le docteur Desault a promis de faire des démarches pour la faire d'abandonner.

Depuis quelque temps, Antoine Ledan, comissaire marchand, âgé de 22 ans, demeurant rue du Château-d'Eau, était sans emploi; il s'était adonné aux plaisirs et avait contracté de fortes dettes. Hier, vers une heure, le concubine ne le voyant pas descendre, monta dans sa chambre où il le trouva dans son lit, la tête découverte et paraissant profondément endormi. Ayant voulu le réveiller, il reconnut qu'il était mort.

M. le commissaire de police du quartier, immédiatement averti, se transporta sur les lieux accompagné du docteur Bergeon qui constata que le malheureux jeune homme s'était empoisonné.

LA COMMISSION DES TRAMWAYS

La commission spéciale instituée sous la présidence de M. Léon Say, pour l'étude des chemins de fer et tramways d'intérêt local à établir dans Paris et le département de la Seine, se compose des membres suivants :

MM. Alcan, président de la Société des ingénieurs civils; Alphand, directeur des travaux de Paris; Belgrand, directeur des eaux et des égouts; Calmon, ingénieur en chef des mines; Jacquot, inspecteur général des carrières; Conche, ingénieur de la compagnie des chemins de fer du Nord; Delaunay, ingénieur en chef des mines; Kleitz, chargé de l'inspection du département de la Seine; Krantz, chargé de la navigation de la Seine; Mantion, directeur du chemin de fer de Ceinture; Mayat, ingénieur civil; Royer de Mandres, ingénieur en chef du département de la Seine; Solacroup, directeur de la compagnie d'Orléans; Vuillemin, ingénieur civil.

La commission devra avoir terminé ses travaux le 1^{er} mars 1872.

Les membres reçoivent des jetons de présence dont la valeur sera imputée sur le crédit de 20,000 francs ouvert à cet effet par le conseil général, dans sa séance du 10 novembre 1871.

LA PRESSE ÉTRANGÈRE

La *Gazette de Moscou* publie un article remarquable sur les forces navales de la Russie dans la Baltique. Ce journal affirme que si le gouvernement ne prend pas des mesures

décisives pour tracer de justes limites à l'influence de l'Allemagne, la flotte russe sera, dans la Baltique, empêchée qu'elle l'était autrefois dans la mer Noire.

« L'Allemagne, dit la *Gazette de Moscou*, a des ressources si abondantes qu'elle pourrait aisément et dans un laps de temps relativement peu considérable, se créer une flotte avec laquelle la flotte anglaise pourrait seule se mesurer. Cette flotte, jointe aux fortifications de Kiel, réduirait la marine russe dans la Baltique à une inaction complète.

« Le seul moyen de prévenir cet échec, dit la feuille russe, serait de neutraliser le Danemark, et d'obtenir pour ce petit pays la réintégration de ces portions du Schleswig septentrional comprenant Duppel et Alesn, qui il a le droit de revendiquer en vertu de l'article 5 du traité de Prague.

« La dernière guerre, dit la *Gazette*, a montré comment un pays, même aussi petit que la Belgique, peut conserver sa neutralité entre deux grandes nations belligérantes; et rien ne prouve que, dans le cas d'une guerre entre l'Allemagne et la Russie, le Danemark ne puisse jouir de la même tranquillité.

M. Renou, l'un des Suisses les plus dévoués à la France, et ancien délégué de la Société de secours aux blessés pour le rapatriement de nos soldats malades prisonniers en Allemagne, donnera dimanche 7 janvier, à sept heures et demie du soir, 39, boulevard des Capucines, au profit des victimes de la guerre, une conférence sur l'Allemagne.

On nous prie d'annoncer que le *Conservateur*, journal financier, n'a pas suspendu sa publication.

Au prince Eugène, 17, r. Vivienne, Haute nouveauté pour pantalons sur mesure, de 20 à 25 fr.

Les nouveaux Systèmes de locomotion

A PARIS

Dans notre numéro d'avant-hier, nous avons dit par erreur que la commission chargée de mettre à l'étude le projet des tramways s'était réunie à l'hôtel de ville; c'était au Luxembourg qu'il fallait dire. Dans cette séance, quatre membres ont été choisis et nommés pour se rendre à Londres pour étudier le système de tramway qui y est employé, et adresser leur rapport à M. le préfet dans le plus bref délai possible.

Ils passeront ensuite à Bruxelles et dans toutes les villes où ce mode de locomotion est en usage. D'autres projets ont été mis à l'étude. Un membre de la commission avait émis le projet des chemins de fer aériens; mais cette proposition a été rejetée à l'unanimité. Pour mettre ce système à exécution, il eût été nécessaire d'établir des poteaux sur lesquels on aurait posé les rails. On comprend quel triste effet cela aurait produit dans les rues.

Le projet de chemins de fer souterrains a été discuté aussi longuement; mais ce projet n'aurait pas de grands succès, car on ne pourrait établir ces chemins de fer qu'à une certaine profondeur sous les égouts. Toutefois les quatre membres envoyés en Angleterre ont pour mission d'étudier ce système, en même temps que celui des tramways, à Londres.

On voit qu'un des grandes préoccupations de M. le préfet est de développer tous les moyens de transport. Il voudrait arriver à ce que la population des quartiers excentriques puisse se rendre le plus promptement et le plus facilement possible au centre de Paris.

VARIA

LE NOUVEL HOTEL-DIEU

DEVANT LE CONSEIL MUNICIPAL

Sous très peu de jours, le Conseil municipal de Paris va être appelé à statuer sur la situation, actuellement incertaine, des constructions du nouvel Hôtel-Dieu. Déjà le conseil de surveillance de l'administration de l'Assistance publique a été saisi de la question; on lui demande de donner promptement son avis pour le transmettre à l'administration municipale. De très gros intérêts sont ici en jeu.

Pour en montrer l'importance, il convient de rappeler brièvement les origines de l'état actuel. On se souvient des critiques qui accueillirent le projet à son apparition en 1864. L'administration des hôpitaux ne cachait pas la répugnance qu'il lui inspirait. « Nous ne saurions croire », disait un de ses membres les plus considérables, « à l'adoption d'un projet qui ferait revenir à 1,500 francs par an l'emplacement d'un lit d'hôpital, à plus de 4 francs le prix de la journée de malade, rien que pour son logement, non compris même le mobilier. Ce serait, en définitive, la classe pauvre qui souffrirait la première d'une telle exagération; et, s'il est possible de disposer de 20 à 25 millions en faveur des indigents de Paris, tous les avis se prononceraient sans doute pour qu'on n'absorbe pas une pareille somme dans des travaux de construction qui, en définitive, n'ajouteraient rien aux moyens actuels de l'Assistance publique. »

En effet, les critiques s'élevaient de tous côtés. Nous-même, nous cherchions à éclairer l'opinion dans une série d'articles publiés dans le *Journal la Presse* en septembre 1864 (1), nous disions que l'hôpital serait trop petit, trop resserré, démesurément coûteux, sans relations avec les besoins de la population hospitalière, et qu'il était aisé de faire beaucoup mieux avec moins d'argent. Le préfet de la Seine, M. Haussmann, nous fit répondre que nous nous trompions, que nous étions de tous points mal renseignés. Nous disions que l'Hôtel-Dieu coûterait au moins 20 millions; c'était en effet une erreur : si on l'achève, il coûtera de 40 à 45 millions !

La commission médicale nommée par l'administration des hôpitaux pour étudier ce sujet se reconnaissait incompétente sur la question financière, mais combattait tout l'économie du projet. Elle déclarait que l'hôpital serait profondément défectueux, mal aéré, mal ventilé, et qu'on ne pouvait tirer parti du terrain qu'en restreignant beaucoup le nombre des lits.

(1) Étude critique sur la reconstruction de l'Hôtel-Dieu.

On emprunta au remarquable rapport du M. le professeur Broca, quelques phrases élogieuses destinées à l'habile architecte, M. Diet; mais on se hâta de mettre à l'écart ce malencontreux avis, et la commission ne fut plus convoquée.

Cependant, la Société de chirurgie de Paris, qui compte presque tous les chirurgiens des hôpitaux parmi ses membres, avait mis en discussion l'hygiène hospitalière. Après de laborieuses séances, elle formulait ses conclusions générales et elle ajoutait : « Éclairée par une longue discussion, la Société de chirurgie regretterait que, dans son projet d'Hôtel-Dieu, l'administration méconnût ou négligeât quelques-uns de ces principes.

« Elle pense que ni les besoins de la population, ni ceux de l'enseignement, ne réclament aujourd'hui un hôpital de six cents lits dans la Cité; qu'un tel hôpital serait dans de mauvaises conditions sous le rapport de l'emplacement, de l'espace, du nombre des lits, de la disposition des bâtiments, de la location de l'édifice.

« Elle souhaite que ses observations soient entendues et qu'elles contribuent à faire adopter un projet conforme aux exigences fondamentales de l'hygiène hospitalière. »

En même temps que la Société de chirurgie, la Société des médecins des hôpitaux de Paris se prononçait dans le même sens. Ces débats auxquels les hommes les plus influents de notre profession prenaient une part ardente, avaient fait quelque bruit. Le Corps législatif avait alors à voter sur un emprunt de 350 millions demandé par la ville de Paris, où figuraient une somme de 12 millions 500,000 fr. affectés aux travaux du futur Hôtel-Dieu. La commission de l'emprunt manda une députation de la Société de chirurgie au Corps législatif pour l'éclairer sur ce point. Nous n'étions pas de peine à la convaincre, si bien qu'elle se déclara en notre présence décidée à refuser l'allocation de 12 millions.

Mais le préfet de la Seine avait pris ses mesures. Au moment où le rapporteur allait donner lecture de son travail au Corps législatif, on lui apporta que le décret d'expropriation des terrains pour le nouvel Hôtel-Dieu était affiché sur les murs. Il portait la signature de l'impératrice-reine, donnée pendant un voyage du chef de l'Etat.

Le fait était accompli; les 12 millions furent accordés.

Tous les efforts s'étaient brisés devant une volonté arrêtée, systématique, n'admettant ni le contrôle, ni la critique, ni même l'évidence. Cette question d'hôpital, qui devait être résolue par la science, l'hygiène, la philanthropie, était tranchée d'autorité, parce qu'un plan demi-théâtral, demi-stratégique le voulait ainsi. L'Hôtel-Dieu était commode pour boucher un carré du damier tracé sur la Cité, rasée de ses maisons et vue de ses habitants. Qu'importaient les réclamations de médecins pouvant à peine se faire entendre ? Qu'importait la dépense, aussi folle qu'insuffisante, le bien-être réel et le salut des malades pauvres ? C'était 30 à 40 millions qu'on leur donnait gracieusement; et plus le chiffre serait fort, plus forte sans doute devrait être la reconnaissance. Triste espoir et chétive prévoyance !

Dès le mois de mars 1865, la commission municipale de Paris délibérait pour autoriser l'administration de l'Assistance publique à vider ses caisses sur le chantier du futur Hôtel-Dieu. Cette délibération (24 mars 1865) est curieuse. En substance, l'administration municipale tenait à peu près ce langage à l'Assistance publique : « Nous savons que vous avez de grands besoins, que vos hôpitaux et surtout vos hospices sont insuffisants, que plusieurs d'entre eux réclament d'urgentes et grosses réparations, que des créations nouvelles sont indispensables dans certains quartiers populeux et dépourvus de moyens de secours; nous savons que tout cela nécessite de grosses dépenses, aisément une trentaine de millions; nous vous les donnerons plus tard, peu à peu, suivant nos convenances. Pour le moment il faut commencer l'Hôtel-Dieu et vous allez y consacrer vos plus claires ressources. Vous avez vendu ou vous allez vendre le terrain de sainte Péline à Chaillot, l'hôpital des Ménages et celui des Incapables, tous deux rue de Sévres; nous supposons que vous nous livrez les terrains actuellement occupés par l'ancien Hôtel-Dieu et pour tout cela nous vous avançons 7 à 8 millions. D'autre part, la Ville de Paris vous doit 12 millions 300,000 fr., dont l'échéance ne vient que dans quelques années; nous l'avons. Mais il est bien entendu que ces capitaux, rendus liquides, vont être incriminés employés aux travaux du nouvel Hôtel-Dieu. Nous prévoyons que les frais d'expropriation, de construction et d'aménagement varieront entre 21 et 22 millions; dépenses d'abord vos 19 à 20 millions, et quand vous serez au bout, nous ferons le reste; mais nous espérons bien que ce sera fort peu de chose. »

Pour les esprits clairvoyants, ce langage était gros de menaces. Avant que la délibération municipale fût connue, nous avions écrit : « Croit-on que lorsque les finances hospitalières, déjà gravement atteintes par de nombreuses aliénations de capitaux, auront supporté la charge écrasante de l'Hôtel-Dieu projeté, elles pourront faire face promptement à de nouvelles et lourdes dépenses ? Non; ceux qui les dirigent devront léguer aux générations futures le soin d'accomplir ce qu'ils n'auront pas su ou pas voulu exécuter. »

Cette année-là on tira les rois. Louis, sa mère et M^{me} de Motteville étaient à table : la fève eût à l'enfant royal, qui choisit : Anne d'Autriche pour sa reine. Cela fut triste, et la reine, qui ne buvait ni ne mangeait, fut forcée par son fils à lui fournir l'occasion de crier : la reine boit !

Elle but, en effet, la pauvre reine exilée, mais dans son verre tomba une larme.

Louis XIV n'oublia pas cette larme de sa mère; il ne la pardonna point aux Parisiens et ne voulut jamais résider à Paris. C'est sur elle qu'il bâtit Versailles.

Mais si l'on a plus de rois qui boivent, en revanche le peuple-souverain boit, lui, et terriblement !

D^r U. TRÉLAT fils,

Chirurgien des hôpitaux de Paris.

LES TRIBUNAUX

REJETS DE POURVOIS

La cour de cassation a, dans son audience du 5, rejeté les pourvois des nommés Amoureux, membre de la Commune; Caton, Chastel, Machetti, et Thibaudier, condamnés à la déportation dans une enceinte fortifiée, par la cour d'assises du Puy-de-Dôme, le 5 décembre 1871, pour attentat contre le gouvernement et assassinat de M. de l'Espée, préfet de Saint-Etienne. Le pourvoi des autres condamnés à diverses peines, dans la même affaire, a été également rejeté.

HOMMES ET CHOSES

Il ne serait pas juste de dire que, seuls, nous donnons un spectacle sans trêve, bien qu'à petits effets, au monde entier. Les étrangers, eux aussi, nous apportent chaque jour du nouveau, et, parfois, du plus bouffon. C'est une belle et bien bonne chose qu'une illusion; et, lorsqu'on l'arrache de notre cœur, de grands lambeaux de nous-mêmes et sanglants s'en vont avec elle; mais, au bout de deux ou trois jours, parfois davantage, heureusement, cette illusion si chèrement caressée n'a pas plus de valeur que l'opéra-jeté au coin de la borne et que le chiffonnier pique du crochet.

Lorsque le prince de Galles était malade, nous nous extasions tous, les hommes gens, bien entendu, sur cet admirable ensemble du peuple anglais à s'inquiéter des progrès de la maladie, à se réjouir des espérances apportées par les bulletins des hommes de la science.

Voici qu'on nous donne la clé de tout cet empressement, et cela dans des conditions qui sont si bien dans le caractère britannique, que, jusqu'à plus ample informé, nous sommes forcés d'y ajouter foi. On avait joué, on avait parié sur les chances, plus ou moins possibles, de sa guérison ou de sa mort.

Quand on s'arrachait les bulletins et les journaux rendant compte de la maladie du royal héritier de la couronne, c'était avec les angoisses et les émotions poignantes des joueurs qui ont placé une guinée ou une bank-note sur une carte.

Le treize et quatorze, la maringale, la rouge ou la noire, étaient remplacés par la vie de ce prince, amour et espoir de la nation. Pouch ! Tout ceci est bien horrible.

Si les journaux anglais ne se hâtent pas de nous renseigner d'une manière complète sur ce point, je dirai que ce peuple est bien autrement corrompu que nous ne l'avons été à aucune époque, et que la bataille de Dorking ne tarderait pas à devenir une ingénieuse fiction.

Encore les étrangers. Cette fois, il s'agit de ceux auxquels s'appliquerait si bien aujourd'hui le chant de guerre de *Charles IV*. Il n'y a rien de plus immonde et de plus sale que les soldates prussiens; essayer de les amener à des habitudes de propreté, même la plus élémentaire, serait vraiment, peine perdue. Ils se font un grossier plaisir de souiller les maisons où ils sont cantonnés, et cela ne les réprime pas de continuer à vivre, à dormir, à manger, au milieu des bouges qu'ils s'arrangent.

Quand on vient nous dire que s'ils nous ont vaincus, c'est parce qu'ils sont disciplinés, c'est une imposture. Ils ne sont pas plus disciplinés que nos soldats, seulement ils ont peur. C'est par lâcheté qu'ils obéissent : ils craignent les coups de canne de leurs chefs.

On a fusillé ou pendu les rares soldats qui se sont révoltés de ces traitements; mais si l'on en voyait, plus souvent, se venger d'un coup de canne, on ne fusillerait plus.

Dans nos malheureuses provinces encore envahies, on a poussé la sollicitude jusqu'à délivrer des draps de lit aux soldats qui, d'ordinaire, se contentent de paille. Qu'ont-ils fait de cette toile ? Des mouchoirs de poche.

Aussi, pendant que la *Liberté* était à Saint-Germain, et que, par conséquent, je voyais des Prussiens tous les jours, de l'autre côté de la Seine, dans la presque île du Vésinet, je me demandais toujours pourquoi ils étaient si sales, leurs pantalons surtout.

Je me l'explique à présent; ils avaient grand besoin des draps de lit de l'administration française.

Ce qui console un peu, s'il est possible, de cette honte infligée au sol français, c'est que les rares cardinaux qui nous avons fait connaître Guillaume et Bismarck ont le plus grand succès dans nos provinces. Le respect s'en va aussi chez ces gens-là.

Et, au premier mouvement populaire qui aura lieu à Berlin, on ne manquera pas de dire que c'est à notre contact que ces braves gens se sont corrompus. Rire des rois, se servir de mouchoirs — signes de décadence chez un peuple.

C'est ne pas les rois qu'on va tirer demain; c'est le nom d'un député qui sortira de l'urne et sera député, rouge ou bleu, à renforcer à Versailles cette armée de pouilles qui ne veulent plus de rois — du moins pour le moment.

Cérémonie touchante, celle du roi de la fève, bien qu'elle n'aille pas au delà du foyer de la famille. Ailleurs nous cent ans de République, elle ne disparaîtrait pas de nos usages, et plus d'un communard attendra ce soir, avec une anxiété comique, que le sort ait parlé.

Si c'est à lui que la fève échoit, il prononcera un discours bien senti, arrosé de chapeau-gros-bleu, et dans lequel il flétrira toutes les monarchies qui se sont succédé sur le trône de France. Après quoi, il prendra son rôle au sérieux et commandera à ses sujets d'un jour de l'imiter, sous peine de déchoir dans l'opinion des patriotes.

Combien, dans les familles de petits bourgeois, et même plus haut, auront le triste courage de risquer la mort en avalant la fève qui, les faisant rois, les oblige aussi à quelques largesses. On voit, ces jours-là, éclater des tempéraments d'avares bien amusants.

Un jour, il y a plus de deux cents ans, Louis XIV enfant, et sa mère, avaient fui hors de Paris révolté. La petite cour n'était pas brillante dans le vieux château de Saint-Germain, et le souvenir des misères éprouvées par le jeune roi dans cette triste ville ne s'effaçait jamais de son souvenir.

Cette année-là on tira les rois. Louis, sa mère et M^{me} de Motteville étaient à table : la fève eût à l'enfant royal, qui choisit : Anne d'Autriche pour sa reine. Cela fut triste, et la reine, qui ne buvait ni ne mangeait, fut forcée par son fils à lui fournir l'occasion de crier : la reine boit !

Elle but, en effet, la pauvre reine exilée, mais dans son verre tomba une larme.

Louis XIV n'oublia pas cette larme de sa mère; il ne la pardonna point aux Parisiens et ne voulut jamais résider à Paris. C'est sur elle qu'il bâtit Versailles.

Mais si l'on a plus de rois qui boivent, en revanche le peuple-souverain boit, lui, et terriblement !

CHRYSLA.

EMPRUNT DE 4.000.000 DE DOLLARS

DE LA

VILLE DE WASHINGTON

(Capitale des Etats-Unis d'Amérique) ET DU DISTRICT DE COLUMBIA

Autorisé par acte du Congrès des Etats-Unis du 21 février 1871 et confirmé par vote du peuple du

paragraphe de l'article 1^{er} du projet, qui est l'article 1^{er} du nouveau code de commerce. Cet article est mis en délibération.

M. de Gavardie invite le rapporteur à expliquer les motifs qui, dans le premier paragraphe, ont conduit la commission à faire une dérogation au droit commun, dérogation qui est une atteinte certaine à la propriété.

M. Delcol, rapporteur, repousse le reproche de l'honorable préopinant, quant à ce qui regarde le premier paragraphe. Pour le paragraphe suivant, en effet, la commission a réduit le privilège du bailleur à un an; le rapporteur explique que le motif qui a guidé la commission est justement ce qu'a l'excessif de privilège qui, dans beaucoup de cas, et avec la durée considérable des baux à Paris, absorbe la plus grande partie, sinon la totalité de l'actif de la faillite. (Vive approbation.)

M. de Gavardie répond à l'honorable rapporteur que dans divers cas il sera porté préjudice considérable au propriétaire, surtout lorsqu'il y a aménagement sa propriété pour une industrie spéciale. Pourquoi cette limite d'un an? Pourquoi pas deux, trois ou quatre ans?

Il demande le renvoi à la commission pour un nouvel examen. (Réclamations. Que reprochez-vous au commerçant? Son gage lui échappe. Faut-il acte de commerce? (Dénégations au banc de la commission. — Aux voix! aux voix!)

M. Delcol, rapporteur, répond que le propriétaire se trouve absolument garanti, non-seulement par le privilège qui lui est accordé des deux années échues, de l'année courante, mais aussi par les dommages-intérêts qui peuvent lui être accordés. (Aux voix.)

M. de Gavardie (Bruit.) dit que la loi est violée; le propriétaire n'a pas de compensation. Si vous voulez violer la loi en faveur du commerce et de l'industrie, dites-le (Bruit).

Il y a un moyen de tout concilier (Ah! ah!). C'est de donner de l'extension au principe des dommages-intérêts.

M. Luvet: La commission n'a pas violé la loi. Il rappelle un exemple, celui de la faillite de la Compagnie du gaz de Paris, dans laquelle le propriétaire qui avait un bail de trente ans réclamait 1 million 500,000 fr. pour vingt-huit ans qu'il y avait encore à courir. Si on les lui avait donnés, il se faisait ainsi, à 5 0/0, 75,000 fr. de rente, et au bout de vingt-huit ans, il serait rentré dans son capital. Est-ce là de la justice? (Très bien! très bien!)

M. le président: Avant de mettre aux voix l'article, je mets en discussion une disposition additionnelle de M. Ganivet qui serait intercalée dans l'article 1^{er} et qui a rapport aux indemnités à allouer aux propriétaires pour aménagements dans leurs propriétés.

M. Ganivet défend sa proposition, qui est acceptée par la commission.

Le paragraphe est mis aux voix et adopté. L'ensemble de l'article 1^{er} est adopté.

M. le président donne lecture de l'article 2 ainsi conçu:

« La présente loi ne s'appliquera pas aux baux qui, avant sa promulgation, auront acquis date certaine.

« Toutefois, le propriétaire qui, en vertu desdits baux, a un privilège pour tout ce qui est échu et pour tout ce qui est à échoir, ne pourra exiger par anticipation les loyers à échoir, si lui est donné des sûretés suffisantes pour en garantir le paiement.

L'article 2 est adopté, puis l'ensemble du projet de loi.

L'Assemblée, sur la proposition de M. le président, décide qu'on passera à la troisième délibération du projet de loi.

M. Paris propose, au nom de la commission du budget, un rapport sur deux projets de loi relatifs à des crédits concernant la police municipale et d'autres crédits sur le budget de 1872.

Une proposition émanée de l'initiative parlementaire est déposée.

L'ordre du jour porte ensuite la continuation de la discussion sur les projets de loi relatifs aux impôts sur les revenus, sur les matières premières et sur la marine marchande.

M. Jules de Lasteyrie, au nom de la

commission du budget, mais sans en être chargé, présente, demandant le renvoi de la discussion à un autre jour. La commission, ayant compris que son projet était très entamé, a décidé qu'il lui semblait plus sage que la discussion portât sur la proposition de M. le ministre des finances.

M. Pouyer-Querier, ministre des finances: Je suis à la disposition de l'Assemblée, mais je ne trouve dans une position singulière. Que pense la commission de notre projet? Maintiendrait-elle son rapport rédigé par M. Casimir Delors? Ne serait-il pas mieux que la commission fit d'abord un rapport au moins verbal sur ses questions et sur ses résolutions?

M. le président: La situation est très simple. La proposition du gouvernement ayant été renvoyée à la commission, comme amendement, il est nécessaire qu'elle fasse son rapport. Bien entendu, elle ne le fera que lorsqu'il sera prêt. (Bruit divers.)

M. de Lasteyrie: Le rapporteur vient seulement d'être nommé. J'ai peut-être eu tort de dire ce qui se passait à la commission, mais je l'ai fait par esprit de conciliation. (Très bien!)

M. le président fait connaître l'ordre du jour de demain.

A deux heures, séance publique, projet de loi relatif aux loyers; projet de loi concernant les actes civils dans les départements et suite de l'ordre du jour d'aujourd'hui.

La séance est levée à quatre heures un quart.

ÉCHOS DE PARTOUT

Il y a eu réception hier, dans l'après-midi, au ministère des affaires étrangères.

C'est le révérend père Rouzeaux qui doit prêcher cette année le carême à Notre-Dame.

Une histoire de la nuit dernière: A. de S..., joueur très connu dans les cercles de Paris et les casinos des villes d'eaux, était tombé, d'une position honorable dans le barreau parisien, au rang des vulgaires emprunteurs qui fourmillent autour des tapis verts.

Distingué d'allures, instruit et fort agréable causeur, il avait capté la confiance d'un gros banquier, membre de son cercle, au point de se faire escompter pour quinze mille francs de papier. L'échéance arrivait hier et notre homme, dans l'impossibilité de faire honneur à sa signature, adressait à son créancier un dernier billet, mais celui-ci commençait en ces termes: « Ne pouvant vous donner d'argent, je vous donne ma vie... adieu! »

Prévoyant un malheur, le banquier court en tout hâte chez A. de S., et arrive juste à temps pour couper la corde au bout de laquelle se balançait l'infortuné débiteur.

— Je vous donne du temps, fit le créancier hors d'haleine, en déchirant les billets échus.

— Oh! maintenant, riposta l'indéfectible joueur, je suis certain de pouvoir vous payer, j'ai de la vraie corde de pendu.

Relevé dans l'Officiel, dans la dernière liste de nominations de juges de paix:

« A Douai, M. QUATRESOLDES DE MAROLLES; »

Nous avons scrupuleusement copié l'affiche suivante dans la rue Pigalle, au coin de la rue Blanche. Elle est imprimée en caractères énormes sur papier rose tendre:

Electeurs!

Ce n'est pas de vers français qu'a besoin la France agonisante, ni de dernières incantations.

Nommé Victor Hugo ou Vautrain serait la conduite à une mort complète. C'est moi qu'il faut dire, moi, Godefr.

Le quartier me connaît; voici dix-sept ans que j'exerce le commerce des denrées alimentaires; je suis neuf en politique et prêt à recevoir toutes les bonnes impressions qu'il vaudra plaisir à mes directeurs de m'inoculer!

Voici mon programme:

Je veux la liberté du commerce, l'extinction de la mendicité dans le département de la Seine, l'élévation du niveau des hommes moraux, la suppression radicale du suicide, l'augmentation des mariages et la diminution des naissances illicites. Je suis de l'école de saint Augustin!

Votre dévoué serviteur, GODEFR.

Electeurs, nommons Godefr!

Signalons un nouveau cercle en voie de formation.

Il est exclusivement composé d'officiers des corps auxiliaires qui ont pris part à la dernière campagne.

L'organisateur de ce cercle est M. de Carbone, 18, rue Vintimille.

Un de nos confrères raconte une jolie anecdote sur M. Victor Hugo. La scène se passe chez Olympio, le soir de la lecture de *Ruy-Blas*.

On sait que *Ruy-Blas* commence par ces vers: Ruy-Blas, ferme la porte, ouvre cette fenêtre.

M. Lafontaine, chargé du rôle de Ruy-Blas, entendait ces vers, ouvrait la fenêtre et fermait la porte, comme au théâtre.

Quelques instants après, M. Victor Hugo est froid.

Messieurs, dit-il, ça ne va pas, recommandez... Et il déclama:

Ruy-Blas, ouvre la porte et ferme la fenêtre.

Et voilà de cette variante, M. Lafontaine exécuta les deux mouvements indiqués.

Au bout de trois minutes, Victor Hugo eut de nouveau trop chaud.

— Allons! messieurs, fit-il, recommandez encore une fois.

Mais M. Lafontaine, s'apercevant enfin qu'on le faisait « travailler » en l'absence du domestique, fourra résolument ses mains dans ses poches, et s'assit sur son fauteuil.

Les éphémérides du jour des rois:

6 janvier 1285. — Mort de Charles 1^{er}, roi de Sicile, sous le règne duquel eurent lieu les sanglantes *Vêpres siciliennes*.

6 janvier 1895. — Mort de Marie II, reine d'Angleterre.

6 janvier 1138. — Mort du pape Innocent I^{er}.

6 janvier 1569. — Mort de Christian III, roi de Danemark.

6 janvier 1655. — Mort du pape Innocent X.

6 janvier 1451. — Mort d'Amédée VIII, duc de Savoie.

6 janvier 1537. — Assassinat d'Alexandre de Médicis.

6 janvier 1694. — Mort de Dorosini, doge de Venise.

6 janvier 1225. — Mort de Denis 1^{er}, roi de Portugal.

6 janvier 1521. — François 1^{er} est blessé au visage par un lion enlaminé lancé d'une fenêtre. Plus tard, pour cacher les traces de sa blessure, il laisse croquer toute sa barbe, ce qui fit naître en France la mode des visages barbus.

C'est aujourd'hui le jour des Rois... Le gîteux est beau; à qui la fête? Ce serait peut-être le moment d'appeler le trône de France le trône des cosses.

DON SPAYVENTO.

LES THÉÂTRES

Ce soir samedi, à l'Odéon, première représentation de *Mademoiselle Aïssé*, drame posthume de L. Bouilhet.

Nos lecteurs se rappellent sans doute la souscription faite par les compatriotes de L. Bouilhet, à l'effet d'élever, sur une des places de Rouen, une fontaine stigmatisée du buste du poète. Cette souscription a produit la somme de 15,000 francs, que le comité chargé de la recueillir a adressée au conseil municipal de Rouen. Mais les édiles normands ont cru devoir refuser, alléguant, entre autres raisons, que le mérite littéraire de l'auteur de *Madame de Montarcy* et d'*Hélène Peyron* n'était pas suffisant pour justifier un tel honneur.

On est bien difficile, à Rouen. Si le conseil municipal attend un second Cornélie, la capitale de la Normandie est menacée de n'avoir pendant longtemps qu'une seule statue d'écrivain.

Nous sommes allés voir, au théâtre des Nouveautés, *C'est toujours la même chose*, la revue de MM. Lemonnier et de Thoury.

La pièce est fort gaie et rappelle les anciennes revues du bon vieux temps. Les couplets sont spirituellement tournés et les mots piquants abondent.

Nous n'avons pas été médiocrement surpris d'y entendre des vers — des alexandrins, s'il vous plaît — fort bien faits sur la tragédie et sur la France.

L'acte des théâtres est amusant. Il y a là une parodie de la *Princesse Georges* très divertissante.

C'est toujours la même chose est fort convenablement monté. Les trois principaux rôles de femmes sont joués par M^{lle} Daudou, Marie Riquet et Sylvia Ramellini.

M^{lle} Daudou, en *Roi Carotte* est pleine de cranerie et de désinvolture; portant avec une rare aisance son délicieux costume jaune et rouge, elle débite le couplet avec la sûreté et la finesse d'une comédienne de race.

Très drôle par son naturel et sa bonne humeur, M^{lle} Marie Riquet, une Minerve qui eût certainement obtenu la pomme sur Vénus au jugement de Paris. Nous recommandons aux amateurs le pied microscopique de M^{lle} Riquet. C'est un pied qui, du premier coup, donne dans l'œil, comme on dirait en langage de revue.

L'année 1872 est représentée par M^{lle} Ramellini. Cette artiste, qui'il nous semble avoir vue aux Bouffes-Parisiens, chante avec beaucoup de goût la jolie cavatine de *Boule de Neige*, et l'air des *Boîtes du Trône d'Ecosse*.

Les rôles d'hommes sont un peu effacés. Nous devons cependant mentionner MM. Desprez et Montali; le premier a fort bien détaillé les couplets du Père Antiquité, le second a donné à l'Invalide une excellente physionomie.

En somme, on passe une agréable soirée à la représentation de *C'est toujours la même chose*, au théâtre des Nouveautés.

M^{lle} Darty, qui depuis quelque temps avait quitté le théâtre où de nombreux succès l'avaient accueillie, a reparu dimanche dernier pour une bonne œuvre, dans le rôle de Dorine de *Tartuffe*, représenté au bénéfice d'un artiste du grand Théâtre-Parisien.

Dimanche prochain, à la Gaîté, elle remplira le personnage de Piroline dans *L'Avare*. Il serait à souhaiter que M^{lle} Darty fût enfin engagée pour jouer spécialement l'ancien répertoire.

Théâtre national de l'Opéra. — Ce soir samedi 6 janvier 1872, 4^e Bal Masqué. — Strauss et son orchestre.

S'adresser pour la location, rue Drouot, 3.

La Société de secours mutuel, l'Union des coiffeurs, et des industries qui s'y rattachent, sous la présidence de M. Dubois, va inaugurer sa présidence par le grand concours de coiffure, suivi du bal annuel de la Société, donné le 9 janvier prochain à la splendide salle Valentino.

Il y a tout lieu d'espérer que toute la corporation des coiffeurs, et des industries qui s'y rattachent, sous la présidence de M. Dubois, va inaugurer sa présidence par le grand concours de coiffure, suivi du bal annuel de la Société, donné le 9 janvier prochain à la splendide salle Valentino.

Il y a tout lieu d'espérer que toute la corporation des coiffeurs, et des industries qui s'y rattachent, sous la présidence de M. Dubois, va inaugurer sa présidence par le grand concours de coiffure, suivi du bal annuel de la Société, donné le 9 janvier prochain à la splendide salle Valentino.

Il y a tout lieu d'espérer que toute la corporation des coiffeurs, et des industries qui s'y rattachent, sous la présidence de M. Dubois, va inaugurer sa présidence par le grand concours de coiffure, suivi du bal annuel de la Société, donné le 9 janvier prochain à la splendide salle Valentino.

Il y a tout lieu d'espérer que toute la corporation des coiffeurs, et des industries qui s'y rattachent, sous la présidence de M. Dubois, va inaugurer sa présidence par le grand concours de coiffure, suivi du bal annuel de la Société, donné le 9 janvier prochain à la splendide salle Valentino.

Il y a tout lieu d'espérer que toute la corporation des coiffeurs, et des industries qui s'y rattachent, sous la présidence de M. Dubois, va inaugurer sa présidence par le grand concours de coiffure, suivi du bal annuel de la Société, donné le 9 janvier prochain à la splendide salle Valentino.

Il y a tout lieu d'espérer que toute la corporation des coiffeurs, et des industries qui s'y rattachent, sous la présidence de M. Dubois, va inaugurer sa présidence par le grand concours de coiffure, suivi du bal annuel de la Société, donné le 9 janvier prochain à la splendide salle Valentino.

Il y a tout lieu d'espérer que toute la corporation des coiffeurs, et des industries qui s'y rattachent, sous la présidence de M. Dubois, va inaugurer sa présidence par le grand concours de coiffure, suivi du bal annuel de la Société, donné le 9 janvier prochain à la splendide salle Valentino.

Il y a tout lieu d'espérer que toute la corporation des coiffeurs, et des industries qui s'y rattachent, sous la présidence de M. Dubois, va inaugurer sa présidence par le grand concours de coiffure, suivi du bal annuel de la Société, donné le 9 janvier prochain à la splendide salle Valentino.

Il y a tout lieu d'espérer que toute la corporation des coiffeurs, et des industries qui s'y rattachent, sous la présidence de M. Dubois, va inaugurer sa présidence par le grand concours de coiffure, suivi du bal annuel de la Société, donné le 9 janvier prochain à la splendide salle Valentino.

Il y a tout lieu d'espérer que toute la corporation des coiffeurs, et des industries qui s'y rattachent, sous la présidence de M. Dubois, va inaugurer sa présidence par le grand concours de coiffure, suivi du bal annuel de la Société, donné le 9 janvier prochain à la splendide salle Valentino.

Il y a tout lieu d'espérer que toute la corporation des coiffeurs, et des industries qui s'y rattachent, sous la présidence de M. Dubois, va inaugurer sa présidence par le grand concours de coiffure, suivi du bal annuel de la Société, donné le 9 janvier prochain à la splendide salle Valentino.

Il y a tout lieu d'espérer que toute la corporation des coiffeurs, et des industries qui s'y rattachent, sous la présidence de M. Dubois, va inaugurer sa présidence par le grand concours de coiffure, suivi du bal annuel de la Société, donné le 9 janvier prochain à la splendide salle Valentino.

Il y a tout lieu d'espérer que toute la corporation des coiffeurs, et des industries qui s'y rattachent, sous la présidence de M. Dubois, va inaugurer sa présidence par le grand concours de coiffure, suivi du bal annuel de la Société, donné le 9 janvier prochain à la splendide salle Valentino.

Il y a tout lieu d'espérer que toute la corporation des coiffeurs, et des industries qui s'y rattachent, sous la présidence de M. Dubois, va inaugurer sa présidence par le grand concours de coiffure, suivi du bal annuel de la Société, donné le 9 janvier prochain à la splendide salle Valentino.

Il y a tout lieu d'espérer que toute la corporation des coiffeurs, et des industries qui s'y rattachent, sous la présidence de M. Dubois, va inaugurer sa présidence par le grand concours de coiffure, suivi du bal annuel de la Société, donné le 9 janvier prochain à la splendide salle Valentino.

Il y a tout lieu d'espérer que toute la corporation des coiffeurs, et des industries qui s'y rattachent, sous la présidence de M. Dubois, va inaugurer sa présidence par le grand concours de coiffure, suivi du bal annuel de la Société, donné le 9 janvier prochain à la splendide salle Valentino.

Il y a tout lieu d'espérer que toute la corporation des coiffeurs, et des industries qui s'y rattachent, sous la présidence de M. Dubois, va inaugurer sa présidence par le grand concours de coiffure, suivi du bal annuel de la Société, donné le 9 janvier prochain à la splendide salle Valentino.

Il y a tout lieu d'espérer que toute la corporation des coiffeurs, et des industries qui s'y rattachent, sous la présidence de M. Dubois, va inaugurer sa présidence par le grand concours de coiffure, suivi du bal annuel de la Société, donné le 9 janvier prochain à la splendide salle Valentino.

Il y a tout lieu d'espérer que toute la corporation des coiffeurs, et des industries qui s'y rattachent, sous la présidence de M. Dubois, va inaugurer sa présidence par le grand concours de coiffure, suivi du bal annuel de la Société, donné le 9 janvier prochain à la splendide salle Valentino.

Il y a tout lieu d'espérer que toute la corporation des coiffeurs, et des industries qui s'y rattachent, sous la présidence de M. Dubois, va inaugurer sa présidence par le grand concours de coiffure, suivi du bal annuel de la Société, donné le 9 janvier prochain à la splendide salle Valentino.

Il y a tout lieu d'espérer que toute la corporation des coiffeurs, et des industries qui s'y rattachent, sous la présidence de M. Dubois, va inaugurer sa présidence par le grand concours de coiffure, suivi du bal annuel de la Société, donné le 9 janvier prochain à la splendide salle Valentino.

Il y a tout lieu d'espérer que toute la corporation des coiffeurs, et des industries qui s'y rattachent, sous la présidence de M. Dubois, va inaugurer sa présidence par le grand concours de coiffure, suivi du bal annuel de la Société, donné le 9 janvier prochain à la splendide salle Valentino.

Dimanche dernier, au festival populaire du Châtelet, les musiciens de M. Cressonnois se sont surpassés.

Le programme a été exécuté avec un goût et un ensemble parfait.

M. Lalliet, premier hautbois de l'Opéra, dans sa fantaisie sur *Martha*, a ravi tout l'auditoire, nous n'en dirons pas autant de M. Frémaux qui n'a produit aucun effet dans une fantaisie sur *Faust*.

Dans l'air varié de Demersman, les artistes de l'orchestre de M. de Besselièvre ont montré un véritable talent.

Voici le programme du festival populaire qui sera donné au théâtre du Châtelet, demain dimanche 7 janvier, à 2 heures:

PREMIÈRE PARTIE (sous la direction de M. J. Cressonnois).

1. Ouverture de la *Bohémienne*. Balfe.

2. Entracte de *Philémon* et *Baucis*. Ch. Gounod.

3. Mosaïque sur les *Dragons de Pillars*. A. Maillart.

4. Fantaisie sur *Il Trovatore*. Verdi.

Arrangé par M. D. Allard, et exécutée par M. Stoffel.

Mayrhofer, violoniste de Vienne (Autriche).

DEUXIÈME PARTIE (sous la direction de Henry Litolf).

1. Fragments de la *Damnation de Faust*. H. Berlioz.

2. Valse des sylphes. Weber.

3. Air de *Freyschütz*. Chanté par M^{lle} Nita Gaudin, élève de Roger.

4. Vieille chanson de la France. R. Planquette.

5. *Espoir* hymne à la France. G. Roger.

Chanté par Roger.

6. *Le Dernier Jour de la Terreur*. Henry Litolf.

Ouverture dramatique (re-demandée).

La plupart des journaux annoncent avec fracas, la découverte d'un opéra authentique d'Haydn dont, ajoutent-ils, une de nos scènes lyriques donnerait prochainement la représentation.

Nous sommes absolument incrédules à cet égard, et nous laissons à une réclame habilement préparée.

Haydn a laissé une liste complète de ses œuvres, écrite de sa main; la voici:

OPÉRAS ALLEMANDS

Le Diable boit, *Philémon* et *Baucis*, *le Sabbat des sorcières*, *Genoveffa*, *Didon*.

OPÉRAS ITALIENS

La Cantarina, *l'Incontro improvviso*, *lo Spasimo*, *le Pescatore*, *Il mondo della luna*, *l'Isola disabitata*, *l'Infedeltà premiata*, *la Vera Costanza*, *Orlando paladino*, *Armide*, *Acide e Calisto*, *l'Infedeltà delusa*, *Orfeo*.

Nous croyons difficile de prouver l'authenticité d'un ouvrage, qui ne figurerait pas au nombre de ces opéras.

Jennius.

Théâtre national de l'Opéra. — Ce soir samedi 6 janvier 1872, 4^e Bal Masqué. — Strauss et son orchestre.

S'adresser pour la location, rue Drouot, 3.

La Société de secours mutuel, l'Union des coiffeurs, et des industries qui s'y rattachent, sous la présidence de M. Dubois, va inaugurer sa présidence par le grand concours de coiffure, suivi du bal annuel de la Société, donné le 9 janvier prochain à la splendide salle Valentino.

Il y a tout lieu d'espérer que toute la corporation des coiffeurs, et des industries qui s'y rattachent, sous la présidence de M. Dubois, va inaugurer sa présidence par le grand concours de coiffure, suivi du bal annuel de la Société, donné le 9 janvier prochain à la splendide salle Valentino.

Il y a tout lieu d'espérer que toute la corporation des coiffeurs, et des industries qui s'y rattachent, sous la présidence de M. Dubois, va inaugurer sa présidence par le grand concours de coiffure, suivi du bal annuel de la Société, donné le 9 janvier prochain à la splendide salle Valentino.

Il y a tout lieu d'espérer que toute la corporation des coiffeurs, et des industries qui s'y rattachent, sous la présidence de M. Dubois, va inaugurer sa présidence par le grand concours de coiffure, suivi du bal annuel de la Société, donné le 9 janvier prochain à la splendide salle Valentino.

Il y a tout lieu d'espérer que toute la corporation des coiffeurs, et des industries qui s'y rattachent, sous la présidence de M. Dubois, va inaugurer sa présidence par le grand concours de coiffure, suivi du bal annuel de la Société, donné le 9 janvier prochain à la splendide salle Valentino.

Il y a tout lieu d'espérer que toute la corporation des coiffeurs, et des industries qui s'y rattachent, sous la présidence de M. Dubois, va inaugurer sa présidence par le grand concours de coiffure, suivi du bal annuel de la Société, donné le 9 janvier prochain à la splendide salle Valentino.

Il y a tout lieu d'espérer que toute la corporation des coiffeurs, et des industries qui s'y rattachent, sous la présidence de M. Dubois, va inaugurer sa présidence par le grand concours de coiffure, suivi du bal annuel de la Société, donné le 9 janvier prochain à la splendide salle Valentino.

Il y a tout lieu d'espérer que toute la corporation des coiffeurs, et des industries qui s'y rattachent, sous la présidence de M. Dubois, va inaugurer sa présidence par le grand concours de coiffure, suivi du bal annuel de la Société, donné le 9 janvier prochain à la splendide salle Valentino.

Il y a tout lieu d'espérer que toute la corporation des coiffeurs, et des industries qui s'y rattachent, sous la présidence de M. Dubois, va inaugurer sa présidence par le grand concours de coiffure,